

# Y a-t-il une volonté de changer les choses?

**Claude Gauvreau**

«La foresterie au Québec, c'est comme un gros paquebot qui, s'il ne change pas de cap rapidement, se dirige inévitablement vers un iceberg», affirme Christian Messier, professeur au Département des sciences biologiques et directeur du Groupe de recherche en écologie forestière inter-universitaire (GREFi).

Selon lui, la foresterie des 30 dernières années s'est développée dans un contexte de liquidation des ressources forestières. «On est en train de vider les forêts de nos arbres de qualité.» Pourtant, ajoute-t-il, les signaux d'alarme n'ont pas manqué ces dernières années, depuis les nombreuses études et les rapports du Vérificateur général du Québec, le film de Richard Desjardins, *L'erreur boréale*, jusqu'au rapport de la Commission Coulombe sur la gestion de la forêt publique québécoise, publié en décembre dernier et dont la rigueur et la qualité ont fait l'unanimité.

Toutefois, si la situation est alarmante, elle n'est pas encore catastrophique, estime Christian Messier. «Cela prendra probablement de 20 à 30 ans pour que les choses se transforment radicalement. D'ici là, comme le recommande la Commission Coulombe, on peut donner un sérieux coup de barre en adoptant en trois ans un système de gestion écosystémique de la forêt. Mais cela exigera une volonté politique de changer les choses et des gens hauts placés dans le gouvernement devront être remplacés», soutient-il.

## Échec du mode de calcul

Le rapport de la Commission Coulombe envoie deux messages importants, observe M. Messier. Il dresse d'abord un constat d'échec du mode de calcul de la quantité de bois disponible au Québec, laquelle a été surestimée. Ensuite, il appelle à un changement des mentalités. La politique forestière au Québec est fondée avant tout sur des considérations économiques et accorde peu d'importance au maintien de la biodiversité, précise le chercheur.

«Si on veut assurer le développe-



Christian Messier : «À long terme, il ne peut y avoir d'économie saine sans un environnement sain».

ment durable des forêts québécoises, on n'a pas le choix d'implanter un mode de gestion écosystémique reposant sur le respect de la biodiversité en maintenant la qualité des sols et de l'eau», souligne M. Messier. Les espèces vivantes des forêts sont dépendantes de leur habitat, comme les animaux, par exemple, qui ont besoin de chicots et des bois morts à un moment ou à un autre de leur cycle de vie.

«Au GREFi, nous proposons de récolter moins de bois, de modifier profondément la façon de couper les arbres, de protéger les vieilles forêts et d'opter pour un aménagement qui protège les écosystèmes en place en s'inspirant des perturbations naturelles (feux de forêts, insectes, etc.)»

## Quatre zones d'affectation

QUAD est le nom d'un nouveau modèle d'aménagement forestier pour le Québec que proposent des chercheurs de l'UQAM, rattachés au GREFi, aux départements des sciences biologiques et économiques, ainsi qu'à l'Institut des sciences de l'environnement. Un modèle qui s'inscrit d'ailleurs dans l'esprit des recommandations du rapport Coulombe.

Il s'agit de diviser le territoire qué-

bécois en quatre zones d'affectation, précise M. Messier. La première, dite de conservation intégrale des écosystèmes, servirait à créer sur plus de 12 % du territoire, des aires protégées. Une deuxième zone serait vouée à un aménagement écologique sur au moins 60 % du territoire qui tiendrait compte de tous les attributs de l'écosystème forestier. La troisième serait consacrée à un aménagement intensif inspiré de la sylviculture finno-scandinave sur 20 à 30 % du territoire. Le modèle finlandais consiste, en effet, à couper des arbres en forêt naturelle puis à réaménager les lieux en plantations par l'ensemencement du sol. En combinant cette approche au drainage des tourbières, aux traitements sylvicoles et au contrôle des incendies, les forestiers finlandais ont obtenu une spectaculaire augmentation de la productivité ligneuse. On garantit ainsi la production de bois de qualité tout en préservant la biodiversité.

Enfin, le modèle QUAD propose une quatrième zone d'aménagement super-intensif, soit de ligniculture (agriculture intensive appliquée à la forêt) sur 1 à 5 % du territoire pour combler à court terme les besoins en bois de l'industrie et de maintenir les emplois. «Il s'agit de chercher à concier-

lier les besoins économiques, sociaux et environnementaux», explique M. Messier, en rappelant que l'industrie forestière représente quelque 100 000 emplois et que la balance commerciale du Québec dépend à 75 % de l'exportation de bois.

Déjà, un consortium de chercheurs, d'industries et d'organismes locaux s'est formé et mobilisé pour tester l'approche QUAD sur un territoire d'un million d'hectares au nord de La Tuque. «La demande est venue du chef forestier de la compagnie Consol installée dans la région. Le projet est amorcé et le ministre délégué à la Forêt, à la Faune et aux Parcs, M. Claude Corbeil, que j'ai rencontré récemment s'est montré intéressé», poursuit M. Messier.

Aux yeux de Christian Messier, il y aura toujours, dans tous les domaines, des contradictions entre les préoccupations économiques et écologiques. «Heureusement, la population accepte de moins en moins que notre eau, nos lacs, nos rivières et nos forêts soient mal gérés, surexploités, pollués et vidés de leur biodiversité. À long terme, il ne peut y avoir d'économie saine sans un environnement sain.» ●